



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ANNALES DU CONCOURS

Accès au grade de secrétaire administratif spécialisé
de classe normale de la DGSE

Épreuve d'admissibilité :
spécialité "géopolitique"



Session 2023



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

2^{ème} épreuve d'admissibilité

Spécialité "rédaction et analyse dans les domaines de la géopolitique"

Épreuve constituée d'une série de six à neuf questions à réponses courtes portant sur le programme de la spécialité « Rédaction et analyse dans les domaines de la géopolitique ».

Les réponses sont rédigées, permettant ainsi de juger des qualités rédactionnelles du candidat.



Durée : 3 heures - coefficient 2

**CONCOURS EXTERNE
POUR L'ACCÈS AU GRADE DE SECRÉTAIRE ADMINISTRATIF
SPÉCIALISÉ DE CLASSE NORMALE**

SESSION 2023

Epreuve d'admissibilité :

**Spécialité : rédaction et analyse dans le
domaine de la géopolitique**

Épreuve consistant à répondre à une série de questions à réponses courtes portant sur la spécialité « rédaction et analyse dans les domaines de la géopolitique ».
Il est demandé au candidat de proposer des réponses rédigées.

Durée : 3 heures ; coefficient 2

Barème : chaque question est évaluée sur 3 points. La note finale sera ensuite calculée pour être ramenée sur 20 points.

Questions : à l'aide de vos connaissances personnelles, vous répondrez à l'ensemble des questions suivantes :

- 1 - CHANDRAYAAN 3 : l'Inde une puissance spatiale ?
- 2 - « Les routes de la soie » - le 10^{ème} anniversaire : bilan et perspectives.
- 3 - L'élargissement de l'OTAN : nécessité, risque ou évidence ?
- 4 - La révolution ChatGPT.
- 5 - L'explosion de Nordstream.
- 6 - Les conséquences du Brexit.
- 7 - Les relations entre l'Algérie et le Maroc.



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Copie ayant obtenu la meilleure note

**Spécialité "rédaction et analyse
dans les domaines de la géopolitique"**

L'administration n'a volontairement pas corrigé les imperfections de fond et de forme dans la copie communiquée ci-après.



Année : 2023

Concours : Externe - Secrétaine

Administratif spécialisé

Épreuve : Géopolitique



EXATECH
 123456789
 987654321
 0123456789
 876543210

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon

1) CHANDRAYAAN 3 : l'Inde, une puissance spatiale ?

Le lancement de la sonde Chandrayaan 3 au cours de l'année 2023 a constitué un événement majeur sur le plan géopolitique, alors que le domaine spatial fait figure de "nouvelle frontière" dans les relations internationales, au même titre que le cyberspace ou la haute mer. Le succès du lancement d'un engin spatial fait rentrer l'Inde au sein du cercle restreint de pays maîtrisant un certain nombre de technologies, que ce soit les fusées ou les lanceurs.

Il recuit pourtant l'atout de classer l'Inde comme une puissance dans le domaine. Le marché spatial est estimé représenter environ 1000 milliards de dollars à l'horizon 2040. À ce titre, les États européens réunis à Séville le 06 novembre ont acté un rapprochement de l'Agence spatiale Européenne (ESA) avec les institutions de l'Union Européenne, et négocié la viabilité du marché économique de la fusée Ariane-6 au Vega-C italienne, programmant environ une quarantaine de lancements au niveau communautaire. Ces décisions étaient d'autant plus pressantes que le prochain lancement de la fusée Ariane 6 a été reporté à juillet 2024. L'objectif affiché des pays européens était de rester dans la course face aux États-Unis, la Russie et la Chine. L'Inde n'est à ce jour pas considérée comme un acteur ayant un écosystème structuré et ayant innové dans le milieu spatial par les Européens. À l'inverse, l'externalisation par la NASA auprès d'acteurs privés comme le groupe SpaceX des milliards de dollars lui permet de posséder de technologies spatiales plus innovantes que les autres pays, et place les États-Unis en tête des puissances spatiales, concurrencées par la Chine ou la Russie.

• L'Inde pense devenir une puissance spatiale dans les prochaines années, mais fait également face à de nombreux défis. Puissance démographique et pays le plus peuplé de la planète depuis 2023, l'Inde devra former des ingénieurs en pointe sur les technologies pour devenir une puissance spatiale. L'économie indienne n'est largement structurée autour des services, notamment dans la banque ou les assurances, mais l'industrie ne représente pas une part importante de son PIB. De nombreux secteurs sont structurés de façon oligopolistique, ce qui provoque un étouffement de l'innovation et de nombreux scandales financiers (Adani).

Pourtant, Narendra Modi souhaite développer les partenariats avec les États-Unis ou l'Europe dans le domaine des technologies critiques émergentes comme l'IA, le quantique, les semi-conducteurs ou le spatial. Ces formats bilatéraux qui font partie de la stratégie de multi-alignement de l'Inde, comme l'Inde & Technology Council lui permettent de s'affirmer comme une puissance technologique en se présentant comme une future puissance de contrepois face à la Chine. L'Inde est donc aujourd'hui dans la course à l'espace, mais une puissance spatiale en devenir.

2) Les routes de la Soie : 10^e anniversaire

Lancées en 2013 par le président Xi Jinping, la Belt & Road Initiative est le plus grand projet d'infrastructures et géoéconomique de l'histoire. Il vise à connecter la puissance chinoise à l'Asie, l'Europe mais également l'Afrique. Il se compare d'un pont terrestre qui traverse l'Asie centrale et le Ruiss, mais également le Turan. Son aspect maritime se nomme le "Corridor de Perles". Enfin, les Routes de la Soie sont également numériques et visent à aligner les pays qui sont traversés sur les normes et les standards technologiques chinois, notamment sur la 5G. La Chine a lancé ce vaste projet pour ne plus dépendre uniquement de la route maritime du Sud-Est asiatique, qui devient un espace de tensions militaires entre les pays de la région, mais également les États-Unis.

• Le financement des Routes de la Soie se fait via la Banque Asiatique des Infrastructures (BAII) et la Nouvelle Banque de Développement (NBD). Elle permet également à la Chine d'étendre

son influence et pratique une "diplomatie de la dette" auprès de pays comme le Sri Lanka, ou des pays d'Afrique à l'instar du Kenya.

Les routes de la Soie deviennent ainsi une réalité de plus en plus tangible sur tous les continents, notamment l'Europe où le rachat de terminaux portuaires du Pirée au de Hambourg ravive les inquiétudes sur l'ingérence chinoise. La politique étrangère de la Chine s'aligne d'ailleurs exclusivement sur la route des Routes, en témoignent le rapprochement sino-russe depuis quelques années. À date, aucun autre projet d'investissement dans les infrastructures ne semble concurrencer les Routes de la Soie, même si l'Union Européenne a récemment décidé le lancement de son initiative globale Gateway.

• Les projections de la réalisation des Routes de la Soie semblent permettre à la Chine de prétendre au statut de puissance économique et géopolitique. À terme, l'élargissement des BRICS à 11 membres permettra d'ailleurs à la Chine de tirer profit des Routes de la Soie et fédérer un ensemble d'États reliés à elle remettant en cause un système international qu'elle juge trop soumis aux normes occidentales.

3) L'élargissement de l'OTAN: nécessité, risque ou évidence?

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord est la principale alliance militaire au monde, regroupant les États-Unis ainsi que les principaux pays européens. Ayant perdu la centralité de sa mission de contenir la menace soviétique après l'effondrement de l'URSS, la guerre en Ukraine lui a donné l'occasion de revenir à ses fondamentaux et sortir de l'état de "mort cérébrale" décrié par le président Macron en 2021. Son élargissement récent aux États baltes, à la Pologne, la Hongrie et les anciens pays du bloc de l'Est font des États-Unis le principal pourvoyeur de sécurité militaire auprès de pays pour lesquels la Russie représente une menace existentielle.

• L'invasion de l'Ukraine vient redonner du poids aux voix des pays d'Europe Centrale, face à des pays d'Europe occidentale ayant longtemps cherché la voie de la négociation avec Vladimir Poutine depuis l'annonce de la Crimée en 2014. L'OTAN s'est ainsi recentrée sur deux missions: la menace russe et la lutte contre le terrorisme. Elle s'est dotée d'une feuille de route stratégique lui permettant de diriger de nouvelles lumières

et a engagé la modernisation des équipements des alliés, notamment par la volonté d'inclure l'usage des nouvelles technologies à l'instar de l'IA au sein des forces armées de pays, via le dispositif Diana.

L'Alliance organise également des exercices militaires, à l'instar de Steadfast Noon pour renforcer son agilité. Pour les pays d'Europe de l'Est, l'OTAN apparaît comme une nécessité première.

• Pourtant, l'élargissement de l'OTAN n'a pas toujours représenté une opportunité pour les intérêts européens. Elle dépend de l'Union Européenne d'une vision géopolitique militarisée qui suit ses seuls intérêts et contourne l'UE au rang de puissance économique et monétaire.

L'élection de Donald Trump en 2016 et sa volonté affichée de "partager le fardeau" de la défense européenne a rendu urgent la nécessité de cette réflexion d'une défense européenne indépendante, et sa très probable réélection en 2024 continue de faire peser le même risque.

4) La révolution ChatGPT

• Lancée par l'entreprise OpenAI dirigée par Sam Altman en 2022, ChatGPT constitue une révolution dans le domaine de l'Intelligence Artificielle. Il s'agit d'un robot conversationnel pouvant être programmé dans un langage humain. ChatGPT est donc considéré comme une avancée majeure dans le domaine de l'IA générative, et vient questionner la productivité de l'homme en même temps qu'il concerne de nombreux domaines au sein d'activités.

• La possibilité pour une IA générative d'exécuter des tâches pour lesquelles elle n'est pas entraînée a priori ou durablement transférée de nombreuses métiers et domaines. ChatGPT-4, la dernière version du logiciel a ainsi avec succès le barreau de l'État de New-York. De manière plus globale, l'IA est aujourd'hui devenue un enjeu de géopolitique mondiale. Le président Pérouce déclare d'ailleurs que "celui qui dominerait l'IA, dominerait le monde". L'application duale de la technologie de l'IA en fait une technologie stratégique.

• L'IA pose donc la nécessité de sa régulation. Actuellement, un trilogue se déroule au niveau européen pour valider l'IA Act qui devait entrer en vigueur fin 2023, mais

Année : 2023

Concours : Externe - Secrétariat Administratif
Spécialité

Épreuve : Géopolitique


 12345678
 876543210
 98765
 0123456789

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon

va probablement être reportée du fait du blocage de la France et de l'Allemagne, favorables à un texte mettant en avant l'innovation plutôt que la régulation. Le texte européen validé par le Parlement en juin 2023 a adopté une approche qui les risques que fait peser l'IA sur les droits fondamentaux, allant même jusqu'à bannir certaines technologies comme la reconnaissance faciale prédictive ou la notation sociale.

Chat GPT est également révélateur d'une révolution géopolitique puisqu'il remet au premier plan l'importance de la langue pour la programmation de l'IA avec les large language models (LLM). Enfin, le besoin de l'IA d'utiliser des supercalculateurs pour son fonctionnement rend crucial la sécurisation des chaînes de valeur des semi-conducteurs.

Chat GPT est donc porteur d'une révolution de l'IA qui aura des répercussions au niveau humain, économique et géopolitique.

5) L'engouement de Nordstream

Le sabotage du gazoduc Nordstream est un événement géopolitique ayant durablement remodelé la géopolitique énergétique européenne. Nordstream est un gazoduc reliant la Fédération de Russie à l'Allemagne et permettant l'acheminement du gaz naturel. Il avait été réalisé durant les années 2000 sous le mandat de Gerhard Schröder, alors chancelier. Schröder est proche des intérêts de la Russie en Europe et a occupé des postes de direction au sein de groupes énergétiques russes après avoir quitté ses fonctions politiques. Un projet de doublement du gazoduc,

Le gazoduc Nordstream 2 a été décidé au cours des années 2010, et devait entrer en service au cours de l'année 2022. Le gazoduc était au cœur d'intenses batailles géopolitiques puisque l'administration Trump avait décidé de frapper de sanctions les entreprises participant à sa construction ou son financement. Le gazoduc permettait à la Russie de ne plus jouer sur l'Ukraine pour livrer son gaz en Europe, mais Nordstream 2 n'est finalement jamais entré en service.

L'invasion de Nordstream, survenue après le déclenchement de la guerre en Ukraine a suscité nombre d'interrogations, à commencer par l'identité des commanditaires. Si les russes et les américains ont été soupçonnés, il a également été émis que les services secrets ukrainiens pouvaient avoir réalisé l'opération, d'une grande complexité technique. Ainsi qu'il est connu, son invasion a durablement décliné la Russie des fournisseurs énergétiques de l'Union Européenne. Cette dernière a donc dû depuis le début de la guerre en Ukraine mettre en place une diversification de ses approvisionnements, mais également des règlements d'urgence afin de plafonner le prix du gaz et de l'électricité ayant plus que doublé. L'Union Européenne ne reçoit aujourd'hui que peu de gaz russe, mais importe massivement du gaz naturel liquéfié (GNL) notamment en provenance des États-Unis, ce qui a eu pour conséquence de faire croître les prix et bouleverser le marché de cette ressource, rendant plus difficile son accès par les pays en développement. À bien des égards, l'invasion du gazoduc Nordstream a changé le visage de la géopolitique de l'énergie.

6) Les conséquences du Brexit

• Décidé par le premier ministre David Cameron en 2015, le référendum sur l'avenir de la Grande-Bretagne au sein de l'Union Européenne a eu lieu au mois de juillet 2016. À la grande surprise de nombreux observateurs, le "leave" l'a emporté lors du vote, faisant ainsi du Royaume-Uni le premier pays de l'histoire de l'Union Européenne à quitter les instances qu'il avait intégrées en 1973. La décision du Brexit a ensuite été suivie d'après négociations sur les différents domaines économiques comme le secteur de la pêche et ses licences d'autorisation, ou encore l'enjeu de la frontière terrestre de l'UE entre l'Irlande du

Nord et la République d'Irlande. Les négociations ont été menées par Michel Barnier au niveau de l'Union Européenne. Un accord est finalement trouvé et le Brexit prend définitivement effet le 31 janvier 2020.

Le Brexit a d'abord eu des conséquences au niveau intérieur, puisque l'opinion publique a été fortement polarisée entre les deux camps, avec des leaders éminents comme Nigel Farage. Elle a également mis à jour les différences entre les différents peuples du Royaume: les Écossais, en majorité opposés au Brexit ont failli déclarer leur indépendance au cours de plusieurs référendums successifs. La question de l'identité refait également surface avec les tensions ayant eu lieu entre catholiques et protestants à la frontière de l'Irlande du Nord et la République.

Le Brexit a également eu des conséquences au niveau géopolitique. Tout d'abord, il a prouvé qu'un pays pouvait se défendre des instances communautaires sans pour autant voir son économie s'effondrer. Dans ce contexte, d'autres leaders d'extrême-droite à l'instar de Geert Wilders aux Pays-Bas pourraient être tentés de vouloir quitter l'Union européenne. La continuité de la montée de l'extrême droite en Europe invite à prouver cette hypothèse au niveau. Ensuite, le Brexit a forcé le Royaume-Uni à repenser sa relation avec le reste du monde. David Cameron, devenu récemment ministre des affaires étrangères par le premier ministre Rishi Sunak, va devoir repenser la mise en œuvre de la stratégie de "Global Britain" et négocier les accords bilatéraux du Royaume-Uni avec les autres puissances. Cette relative flexibilité a permis au Royaume-Uni d'intégrer l'alliance militaire AUKUS avec l'Australie et les USA en septembre 2021, mais également de négocier un accord sur l'aviation et la migration avec le Rwanda.

Les conséquences du Brexit sont donc multiples. Sur le plan politique, il a amené des tensions internes au Royaume-Uni et fait peser un risque sur l'Europe, parfois tenté de suivre son exemple. Sur le plan géopolitique, il permet au Royaume-Uni une certaine flexibilité mais l'oblige à faire cavalier seul.

7) Les relations entre l'Algérie et le Maroc

• La République Populaire d'Algérie et le Royaume du Maroc entretiennent une relation extrêmement conflictuelle depuis des décennies. La frontière entre les deux pays est close et le dialogue semble réduit à son strict minimum. Les pays d'Europe occidentale sont aujourd'hui pris à partie par l'un et l'autre, et sanctionnés en fonction de leur positionnement. Des contentieux peuvent apparaître sur le plan énergétique, car l'Algérie utilise sa mainmise pétrolière comme levier de pression. Le Maroc lui a pu utiliser la pression migratoire contre l'Espagne au cours de ses enclaves de Ceuta et Melilla.

• L'un des contentieux les plus anciens entre les deux pays prend ses racines dans la région du Sahara Occidental que le Maroc au cours des années 1970, quand celui-ci était une péninsule espagnole. L'Algérie a pris position en faveur de la résistance sahraïenne appelée le Front Polisario, qu'elle fournit en armes et en financements et peut d'utiliser son territoire comme base arrière. Le conflit a récemment évolué sous la présidence de Donald Trump qui a concédé la reconnaissance du territoire sahraïen sous la souveraineté du Maroc, si ce dernier consentait à la signature des Accords d'Abraham et la normalisation de ses relations avec Israël. L'acceptation de ce marché en 2020 a contribué à rapprocher le royaume de Mohammed VI des États-Unis et a quelque peu marginalisé la France.

• À l'inverse, la République Populaire d'Algérie semble avoir fait un choix diplomatique et géopolitique différent. Les bonnes relations du pays avec la Russie témoignent d'un parti socialiste commun. Le nouveau président Abdelmajid Tebboune a d'ailleurs rendu visite à Vladimir Poutine à Moscou, et le pays semble apparaître comme un relais plutôt favorable des intérêts russes sur le continent.

• Enracinés dans un conflit historique entre les deux pays, accentués par des positionnements géopolitiques différents, les relations entre l'Algérie et le Maroc semblent n'être que jeu de serpents encourageantes à date, comme en témoignent de récents incidents entre glivancin marocain et gencle-frontiers algériens. ... | 8..